

## **DÉLIBÉRATION N°CP 2022-015**

### **DU 28 JANVIER 2022**

#### **RÉMUNÉRATION DES STAGIAIRES, FRAIS DE GESTION ET AIDE RÉGIONALE À L'APPRENTISSAGE : 1ÈRE AFFECTATION 2022**

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

**VU** le code de la commande publique ;

**VU** le code de l'éducation ;

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** le code du travail, notamment le livre II de la sixième partie ;

**VU** l'ordonnance n° 2009-325 du 25 mars 2009 relative à la création de l'Agence de Services et de Paiement ;

**VU** la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

**VU** la loi n° 2021-1549 du 1er décembre 2021 de finances rectificatives pour 2021 ;

**VU** le décret n° 2021-522 du 29 avril 2021 fixant les taux et les montants des rémunérations versées aux stagiaires de la formation professionnelle ;

**VU** le décret n° 2021-1623 du 11 décembre 2021 relatif aux modalités de versement de l'aide exceptionnelle prévue à l'article 13 de la loi n° 2021-1549 du 1er décembre 2021 de finances rectificatives pour 2021 ;

**VU** la délibération n° CR 45-13 du 20 juin 2013 relative à l'engagement de la Région pour la formation et au développement de partenariats : chéquier unique VAE avec Pôle Emploi, groupement de commandes avec AGEFIPH, convention constitutive de Défi Métiers ; contrat de plan francilien de développement de la formation professionnelle 2013-2014 ;

**VU** la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

**VU** la délibération n° CR 149-16 du 7 juillet 2016 portant engagement régional pour l'emploi et la formation professionnelle ;

**VU** la délibération n° CR 2017-01 du 26 janvier 2017 relative à la stratégie régionale pour la formation et l'orientation professionnelles 2017-2021 : une ambition pour l'emploi et la croissance, et au contrat de plan régional pour le développement de la formation et de l'orientation professionnelles (CPRDFOP) ;

**VU** la délibération n° CR 2019-011 du 20 mars 2019 portant adoption du Pacte régional d'investissement dans les compétences ;

**VU** la délibération n° CR 2020-018 du 5 mars 2020 relative à l'apprentissage, la Région s'engage ;

**VU** la délibération n° CP 2020-474 du 18 novembre 2020 portant adoption au dispositif d'aides

individuelles régionales vers l'emploi – Affectation – Modification du règlement d'intervention ;

**VU** la délibération n° CP 2021-158 du 1er avril 2021 relative à l'aide régionale à l'apprentissage ;

**VU** la délibération n° CR 2020-017 du 11 juin 2020 portant adoption du Pacte régional d'investissement dans les compétences 2020 et de la convention cadre région Île-de-France - Pôle emploi 2020/2023 ;

**VU** la délibération n° CR 2021-038 du 2 juillet 2021 relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

**VU** la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

**VU** la délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021, portant prorogation du règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France ;

**VU** la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 portant intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

**VU** la délibération n° CP 2021-462 du 19 novembre 2021 relative à la convention entre la Région et l'ASP - Frais de gestion ASP 2022 - Remises gracieuses - Règlement d'intervention "Rémunération des stagiaires" ;

**VU** le budget de la région Île-de-France pour 2022 ;

**VU** l'avis de la commission de l'emploi et de la formation professionnelle ;

**VU** l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

**VU** le rapport n°CP 2022-015 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

**Article 1 :**

Affecte, au titre de la rémunération des stagiaires dans le cadre du marché, une autorisation d'engagement d'un montant de 72 500 000 €, dont 12 500 000 € au titre du Pacte régional d'investissement dans les compétences (PRIC) sur le chapitre budgétaire 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage » code fonctionnel 115 « Rémunération des stagiaires » programme HP 115-008 « Rémunération des stagiaires et frais annexes » action 11100801 « Rémunération des stagiaires et frais annexes » du budget 2022.

| Dossier Code | Dossier   | Bénéficiaire                             | Date prévisionnelle de démarrage |
|--------------|---|--|----------------------------------|
| 21010831     | REMUNERATION DES STAGIAIRES<br>1 <sup>ère</sup> AFFECTATION 2022<br>(ACCORD CADRE)      | ASP AGENCE DE SERVICES ET<br>DE PAIEMENT | 01/01/2022                       |
| 21010832     | REMUNERATION DES STAGIAIRES<br>1 <sup>ère</sup> AFFECTATION PRIC 2022<br>(ACCORD CADRE) | ASP AGENCE DE SERVICES ET<br>DE PAIEMENT | 01/01/2022                       |

**Article 2 :**

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 1 500 000 € disponible sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 10 « Services communs », programme HP 10-002 « Mesures transversales », action 11000201 « Frais de gestion et publicité des marchés » du budget 2022 pour couvrir les dépenses des frais de gestion du marché rémunération (D2100539).

**Article 3 :**

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 30 000 € disponible sur le chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage » - code fonctionnel 10 « Services communs », programme HP10-002 (110002) « Mesures transversales » - action 11000201 « Frais de gestion et publicité des marchés » du budget 2022 (D2200018).

**Article 4 :**

Approuve la revalorisation du montant de l'aide régionale à l'apprentissage à 115 €, contre 110 €, pour les niveaux 5 et 375 €, contre 357 €, pour les niveaux 3 et 4.

**Article 5 :**

Approuve le règlement d'intervention modifié du dispositif « Aide régionale à l'apprentissage », en annexe 1 à la présente délibération.

**Article 6 :**

Affecte une autorisation d'engagement de 7 000 000 € disponible sur le chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 12 « Apprentissage », programme HP 12-003 (112003) « Qualification par l'apprentissage », action 11200302 « Accompagnement de la politique d'apprentissage » du budget 2022 (22001570).

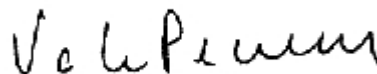
**Article 7 :**

Affecte, au titre du versement de l'aide exceptionnelle d'un montant de 100 € prévue pour les stagiaires de la formation professionnelle ayant participé à une action de formation professionnelle au cours du mois d'octobre 2021 et ayant été rémunérés à ce titre par la Région, une autorisation d'engagement d'un montant de 1 500 000 €, sur le chapitre budgétaire 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage » code fonctionnel 115 « Rémunération des stagiaires » programme HP 115-008 « Rémunération des stagiaires et frais annexes » action 11100801 « Rémunération des stagiaires et frais annexes » du budget 2022 (22002177).

**Article 8 :**

Approuve l'avenant n° 1 à la convention et ses annexes entre la région Île-de-France et l'ASP, figurant en annexe 2 de la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**



**VALÉRIE PÉCRESSE**

Acte rendu exécutoire le 28 janvier 2022, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 28 janvier 2022 (référence technique : 075-237500079-20220128-lmc1140373-DE-1-1) et affichage ou notification le 28 janvier 2022.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

## **ANNEXES A LA DELIBERATION**

## **Annexe 1 : RI Aide apprenti**

## **AIDE REGIONALE A L'APPRENTISSAGE REGLEMENT D'INTERVENTION**

### **1. OBJECTIF DU DISPOSITIF**

La Région soutient l'entrée en apprentissage des jeunes par des aides individuelles.

L'aide régionale à l'apprentissage (ARA) a pour objectif de soutenir les apprentis des premiers niveaux de formation lors de leur entrée en première année de contrat d'apprentissage. Elle concerne les apprentis, inscrits dans un organisme de formation dispensant des formations en apprentissage (OF-CFA) sur le territoire francilien, préparant un diplôme de niveau 3, 4 ou 5.

Il s'agit d'aider l'apprenti, ayant signé son contrat d'apprentissage, à faire face à des dépenses liées à l'achat de livres, d'équipement et de documentation professionnelle, et aux frais de transport, de restauration ou d'hébergement, etc...

Le dispositif s'exécute en année scolaire (dénommée année scolaire « n »).

Le présent dispositif ne se substitue pas aux aides légales dévolues aux entreprises, ni aux aides sociales quel que soit leur financeur.

### **2. CHAMP DES BENEFICIAIRES**

Les apprentis bénéficiaires de l'aide à l'entrée en apprentissage sont tous les apprentis, inscrits dans un OF-CFA francilien, en première année de contrat d'apprentissage en cours d'exécution et préparant un diplôme allant du niveau 3 à 5 inclus à l'exclusion :

- de l'apprenti dont le contrat a été rompu à la date de la demande,
- du jeune en apprentissage sans employeur au terme du délai préfixe accordé pour conclure un contrat ou au terme de la demande,
- de l'apprenti prolongeant ou prorogeant son contrat et ayant déjà perçu l'aide au cours d'une année antérieure,
- de l'apprenti ayant fait preuve d'un absentéisme non justifié excessif, dès lors que celui-ci excède un certain pourcentage du temps de formation effectué au moment de la demande. Ce pourcentage est fixé à 20%.

A titre exceptionnel, les apprentis des nouveaux OF-CFA entrés en formation en apprentissage en 2019-2020 mais n'ayant pu bénéficier de l'aide, faute pour la Région d'en connaître l'existence, peuvent faire l'objet d'une demande par l'OF-CFA au titre de l'année 2020-2021 dès lors que leur contrat est toujours en cours d'exécution et qu'ils ont donc bien, au jour de la demande, le statut d'apprenti.

L'OF-CFA atteste de la situation des apprentis éligibles à la présente aide régionale au moment de l'établissement de la demande, celle-ci devant être déposée au plus tard avant la date figurant sur la délibération afférente au présent dispositif.

Les réclamations déposées par les apprentis auprès de l'OF-CFA n'ayant pas inscrit le jeune sur la liste valant attestation et demande de l'ARA pour l'année scolaire « n » font l'objet d'un règlement entre le jeune et l'organisme. La Région ne peut en effet être tenue pour responsable de l'attestation communiquée par l'organisme s'agissant de la situation du jeune au moment de la demande d'aide pour son compte.

L'aide ne peut être versée qu'une seule fois par bénéficiaire, quel que soit le montant perçu.

### **3. MONTANT DE L'AIDE**

Un forfait annuel est défini par la commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France pour les apprentis en première année pour chaque niveau de formation concerné.

### **4. MODALITES DE VERSEMENT DE L'AIDE REGIONALE A L'APPRENTISSAGE**

#### **4.1. Modalités de versement de l'aide aux apprentis**

L'aide régionale est attribuée aux apprentis sur demande établie pour leur compte par l'OF-CFA dispensant leur formation en apprentissage.

L'OF-CFA atteste de la situation de l'apprenti lors du dépôt de la demande et certifie qu'il est dans l'une des situations ouvrant droit au bénéfice de l'aide.

L'OF-CFA recueille le consentement de l'apprenti concernant la demande de l'aide considérée et la transmission des données personnelles à cet effet dans le respect de la réglementation en vigueur relative aux traitements informatiques des données personnelles.

L'OF-CFA qui souhaite que ses apprentis bénéficient de l'aide régionale à l'apprentissage transmet à la Région Ile-de-France, ou à l'émetteur retenu par la Région Ile-de-France assurant le versement des paiements, la liste des apprentis répondant aux critères d'attribution de l'aide selon le format figurant en annexe.

Celle-ci comprend notamment :

- l'identité de l'apprenti,
- la date de début de son contrat d'apprentissage,
- l'intitulé et le niveau de sa formation,
- son adresse postale et ses coordonnées bancaires,
- un numéro de téléphone et une adresse mail,
- le montant de l'aide à laquelle il peut prétendre.

La demande doit impérativement être adressée sous la responsabilité de l'OF-CFA de façon complète avant la date mentionnée dans la délibération afférente au présent dispositif. Toute demande incomplète donne lieu au rejet de l'aide régionale.

L'aide régionale est notifiée par courrier par l'émetteur retenu par la Région Ile-de-France assurant le versement des paiements. Le modèle de courrier sera transmis par la Région et précisera l'origine de l'aide. Celle-ci sera versée directement sur le compte bancaire de l'apprenti par ledit émetteur pour le compte de la Région. Elle fait l'objet d'un versement unique.

L'aide régionale est versée dans la limite des crédits disponibles.



#### **4.2. Modalités de transmission de la demande de versement de l'aide à l'apprentissage par l'OF-CFA**

Dans le cadre de mise en œuvre de ce dispositif, en tant qu'OF-CFA accueillant des apprentis en première année, l'OF-CFA :

1. Communique auprès de ses apprentis sur les conditions de bénéfice de l'aide régionale ;
2. Atteste de la situation de l'apprenti et des conditions prévues au 2 du règlement d'intervention ;
3. Recueille le consentement du jeune sur le souhait de bénéficier de l'aide régionale ainsi que les données personnelles en permettant le versement ;
4. Etablit la demande en recensant les éléments répertoriés dans le tableau dédié figurant en annexe du présent règlement,
5. Adresse ces éléments complets avant la date mentionnée dans la délibération afférente au présent dispositif.

Pour rappel les critères d'éligibilité sont les suivants :

- inscription en première année de formation
  - au titre d'un contrat en cours d'exécution au moment de la demande adressée par l'OF-CFA,
  - dans une formation francilienne,
  - dans une formation de niveaux 3, 4 ou 5
  - entrant dans les conditions d'assiduité
- et nécessitent le justificatif suivant pour son règlement :
- Relevé d'identité bancaire.

A chaque étape, l'OF-CFA partenaire s'assure, aux côtés de la Région, du respect de la protection des données personnelles des apprentis.

L'OF-CFA s'engage à participer à la notoriété, à la lisibilité et à la visibilité de l'action de la Région en faisant apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à cette même convention. Ainsi, une mention « *action financée par la Région Ile-de-France* » et l'apposition du logo régional doivent figurer sur toutes les informations et documents destinés aux apprentis.

#### **5. MODALITES DE CONTROLE ET D'EVALUATION**

Les apprentis bénéficiant de cette aide s'engagent à répondre à toute demande permettant à la région de justifier du bon versement de l'aide et notamment de leur situation au moment de la demande ainsi que de son versement. Pour ce faire, ils transmettent, au moment de leur demande d'aide, des coordonnées valides (numéro de portable et mail).

Toute donnée incomplète ou erronée ne permettant pas de vérifier le bon emploi des financements dédiés entraîne le rejet de la demande par la Région.

Dans le cadre de ce suivi, en cas de constat de fausse déclaration ou d'omission, l'aide versée donne lieu à récupération dans son intégralité.

## ANNEXE 1 : Attestation de situation et demande au bénéfice de l'aide à l'apprentissage pour le compte des apprentis

OF-CFA :

INTITULE DE LA FORMATION :

Niveau du diplôme préparé : \_\_\_\_\_ Montant de l'aide : \_\_\_\_\_

[illegible]



Je soussigné, \_\_\_\_\_, Directeur de l'OF-CFA \_\_\_\_\_, certifie que les jeunes en apprentissage figurant ci-dessus :

- réalisent actuellement une formation en apprentissage sur le territoire francilien dans le cadre d'un contrat en cours d'exécution,
  - n'ont pas déjà perçu l'aide régionale au cours d'une année antérieure,
  - ont fait preuve d'une assiduité sans que leurs absences puissent être considérées comme excessives car représentant un pourcentage du temps de formation au moment de la demande inférieur à 20%,
- demandent le bénéfice de l'aide et consentent à communiquer leurs données personnelles nécessaire à son versement.

Pour faire valoir ce que de droit,

A \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

La région décline toute responsabilité liée au rejet de la demande entraînée par son incomplétude ou des données erronées ne permettant pas de vérifier la réalité de ses conditions d'octroi ou de son versement.

## **Annexe 2 : Avenant 1 Convention ASP**

**AVENANT N°1**  
**A LA CONVENTION ENTRE LA REGION ET L'AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT**  
**(ASP)**

**La région Île-de-France**, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE, dûment habilitée en vertu de la délibération de la Commission Permanente n° CP 2022-015 du 28 janvier 2022

Ci-après dénommée « la Région »

D'une part,

ET :

**L'Agence de Services et de Paiement (ASP)**, établissement public administratif dont le siège est situé 2, rue du Maupas à Limoges (87), représentée par son Président-Directeur Général, Monsieur Stéphane LE MOING, ci-après dénommée « l'ASP ».

D'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

**PREAMBULE**

Pour faire face à la hausse des prix de l'énergie et des carburants, le Gouvernement a instauré l'indemnité inflation. Il s'agit d'une aide exceptionnelle et individuelle de 100 € qui sera versée en une seule fois à 38 millions de personnes résidant en France.

Cette mesure a été inscrite dans la loi n° 2021-1549 du 1er décembre 2021 de finances rectificative pour 2021 et déclinée à travers le décret n°2021-1623 du 11 décembre 2021 relatif aux modalités de versement de l'aide exceptionnelle qui fixe les conditions d'application et les modalités du versement de l'aide.

**ARTICLE 1 : Objet de l'avenant**

Le présent avenant a pour objet de confier à l'ASP la prise en charge du versement de l'aide exceptionnelle prévue à l'article 13 de la loi n° 2021-1549 du 1er décembre 2021 de finances rectificative pour 2021.

ARTICLE 2 : Modification de l'article 1 « **Objet** »

L'article 1 de la convention est remplacé comme suit :

La présente convention a pour objet de confier, sous la forme d'une convention de mandat, la gestion administrative et financière et ce jusqu'au versement des demandes d'aides, des subventions et le règlement des paiements de marchés conclus dans le cadre des politiques régionales relatives à la formation professionnelle continue, de l'emploi et du développement économique, de l'aménagement du territoire et de l'environnement à compter du 1er janvier 2022.

Cette convention porte plus spécifiquement sur :

☂ La gestion administrative et financière jusqu'au versement des subventions aux organismes soutenus au titre des politiques régionales dans le cadre de la formation professionnelle continue, de l'apprentissage, de l'emploi et du développement économique, transport ;

☂ La gestion financière jusqu'au versement des subventions aux organismes soutenus au titre des politiques régionales dans le cadre de l'apprentissage, de l'emploi et du développement économique, de l'aménagement ;

☂ La gestion financière jusqu'au versement des dispositifs (subventions et marchés) en faveur des Missions Locales, dans le cadre des conventions de partenariat, et des autres partenariats d'accueil, d'information et d'orientation ;

☂ La gestion administrative et financière jusqu'au versement du stock des décisions budgétaires antérieures à 2022, soit l'ensemble des dossiers non soldés à cette date (Cf article 10 de la présente convention) ;

☂ La gestion financière jusqu'au versement des règlements des prestations aux organismes titulaires de marchés publics dans le cadre de la formation professionnelle continue ;

☂ L'instruction des dossiers, leur gestion administrative sans le versement des aides, aux Franciliens, pour la conversion des chaudières fuel, bois et charbon.

☂ **L'instruction des dossiers, leur gestion administrative et le versement de l'aide exceptionnelle.**

En outre, il est demandé de :

☂ réaliser la constitution du fichier des ayants droit à la gratuité des transports ;

☂ réaliser la restitution de données comptables et budgétaires et la production de statistiques physiques, financières et de nature socio démographique ;

Les dites missions s'exercent conformément aux dispositions annexées à la présente convention et dans le respect des règles spécifiques imposées par l'Union Européenne pour les actions éligibles au titre du Fonds Social Européen.

Le Président-Directeur Général de l'ASP agit en qualité d'ordonnateur. L'Agent Comptable de l'ASP, comptable public, agit en qualité de comptable assignataire de la dépense réalisée au titre de cette convention.

### **ARTICLE 3 : Modification de l'article 3.1 « gestion administrative et financière des aides aux stagiaires de la formation professionnelle et aux apprentis ».**

L'article 3.1 de la convention entre la Région et l'ASP est remplacé comme suit :

Conformément aux dispositions de l'article L1611-7 III du CGCT, la région confie à l'ASP la gestion des aides aux stagiaires bénéficiaires des programmes régionaux de formation professionnelle. Cette gestion s'exécute conformément aux dispositions de l'annexe I.

- Le versement d'aides individuelles dans le cadre des dispositifs régionaux.
- Le versement d'aides individuelles dans le cadre des dispositifs chéquiers V.A.E (Validation des Acquis de l'Expérience).
- Le versement d'aides individuelles dans le cadre des dispositifs chéquiers qualifiants et Aides Individuelles Régionales vers l'Emploi – AIRE.
- Le versement de la mesure d'aide au permis mis en œuvre à compter du 1/12/2020.
- Le versement de la mesure d'aide régionale aux apprentis à compter du 1er août 2021.
- **Le versement de l'aide exceptionnelle.**

#### **ARTICLE 4 : Modification de l'annexe financière à la convention**

L'annexe financière à la convention dénommée « Tarification ASP » est complétée des tarifs suivants :

|                      |  |                          |
|----------------------|--|--------------------------|
| Prime exceptionnelle | forfait de mise en œuvre et de pilotage            | 4 000,00 € $\frac{H}{T}$ |
|                      | forfait de mise en œuvre courrier de la présidente | 2 000,00 € $\frac{H}{T}$ |
|                      | par prime versée                                   | 2,50 € $\frac{H}{T}$     |

#### **ARTICLE 5 : Modification de l'annexe financière et l'annexe X relative aux dispositions relatives aux données à caractère personnel**

L'annexe financière de la convention initiale est modifiée par l'annexe 1 du présent avenant.

L'annexe X de la convention initiale est modifiée par l'annexe 2 du présent avenant.

#### **ARTICLE 6 : Modification des pièces contractuelles prévues à l'article 22 – Ajout de l'annexe XI**

L'article 22 de la convention initiale est remplacé comme suit :

Sont considérées comme pièces contractuelles :

La présente convention qui comprend une annexe financière dénommée « Tarification ASP » et les annexes suivantes :

**Annexe I :** Dispositions relatives à la gestion et au règlement des aides aux stagiaires de la formation professionnelle

**Annexe II :** Dispositions relatives à la gestion et au règlement des prestations et subventions aux organismes

**Annexe III :** Dispositions relatives aux dispositifs spécifiques mis en œuvre par la Région dans le cadre de la formation professionnelle continue

**Annexe IV :** Dispositions relatives à la gestion et au paiement des dispositifs en direction de l'apprentissage

**Annexe V :** Dispositions relatives à la gestion et au paiement des aides au développement économique

**Annexe VI :** Dispositions relatives à la gestion et au paiement des aides régionales au titre du dispositif d'aides aux commerces de proximité en milieu rural

**Annexe VII :** Dispositions relatives à la gestion et au paiement des aides aux véhicules propres

**Annexe VIII :** Dispositions relatives au dispositif à la gestion de la prime à la conversion des chaudières fuel, bois et charbon.

**Annexe IX :** Dispositions relatives aux comptes rendus physiques et financiers, aux échanges de données, aux statistiques et à la valorisation des données

**Annexe X :** Description relatives aux données des personnes physiques concernées par la convention

**Annexe XI : Dispositions relatives à l'aide exceptionnelle**

**ARTICLE 7 : Date de prise d'effet**

Le présent avenant prend effet à compter de sa date de signature.

**ARTICLE 8 : Dispositions diverses**

Toutes les autres dispositions de la convention non modifiées par le présent avenant, et non contraires aux stipulations de celui-ci, demeurent inchangées et applicables de plein droit jusqu'à expiration de celle-ci.

**ARTICLE 9 : Annexes au présent avenant :**

Annexe 1 : Annexe financière

Annexe 2 : Annexe X : Description relatives aux données des personnes physiques concernées par la convention

Annexe 3 : Annexe XI : Dispositions relatives à l'aide exceptionnelle

Fait en 3 exemplaires originaux  
Le

Pour l'ASP,  
le Président-Directeur Général  
Stéphane LE MOING



Pour la région Île-de-France,  
la présidente du conseil régional  
Valérie PECRESSE



## **ANNEXES A L'AVENANT**

### **Annexe 1 :**

ANNEXE FINANCIERE A LA CONVENTION

|   |  |   |             |
|---|--|---|-------------|
| <br>Agence de Services<br>et de Paiement |  |  |             |
|   |  | Tarifs 2021   | Tarifs 2022 |
| Marchés publics   | Marché : instruction dossier   | 81,00 €   | 82,46 €     |
|   | Marché : CRE intermédiaire   | 37,97 €   | 38,65 €     |
|   | Marché : CRE final   | 25,29 €   | 25,75 €     |
| Subventions   | Convention : instruction dossier   | 59,49 €   | 60,56 €     |
|   | Convention : instruction dossier sport   | 63,29 €   | 64,43 €     |
|   | Convention : CRE et paiement   | 18,74 €   | 19,08 €     |
| Missions locales<br>et chèquiers<br>mobilité  | Missions locales : instruction dossier   | 56,95 €   | 57,98 €     |
|   | Missions locales : demande de paiement   | 27,85 €   | 28,35 €     |
|   | Missions locales : traitement stagiaire  | 3,81 €  | 3,88 €      |
|   | Forfait - Traitement des registres des chèques mobilité  | 3 049,50 €  | 3 104,39 €  |
|   | Fichiers gratuité des transports   | 1 357,58 €  | 1 382,01 €  |
| Chéquier  | dispositif AIRE  | 48,10 €   | 48,97 €     |
|   | Chéquier VAE   | 48,10 €   | 48,97 €     |
| PM UP   | tarif instruction dossier  | 39,17 €   | 39,87 €     |
|   | tarif traitement ordre de paiement   | 7,52 €  | 7,66 €      |
|   | restitutions   | 1 470,71 €  | 1 497,19 €  |
| TP UP   | tarif instruction dossier  | 39,17 €   | 39,87 €     |
|   | tarif traitement ordre de paiement   | 7,52 €  | 7,66 €      |
|   | restitutions   | 1 470,71 €  | 1 497,19 €  |
| Valorisation  | Forfait maintenance de la base de valorisation données   | 57 228,95 €   | 58 259,07 € |
| Primes aux<br>employeurs<br>d'apprentis   | Tarif instruction (aide régionale ou au recrutement)   | 12,66 €   | 12,88 €     |
|   | Tarif par paiement effectué  | 2,28 €  | 2,32 €      |
|   | Forfait maintien / hébergement   | 38 706,02 €   | 39 402,73 € |
| Aide aux<br>commerces de<br>proximité   | dossiers créés   | 25,90 €   | 26,37 €     |
|   | traitement des factures  | 7,09 €  | 7,21 €      |
|   | paiement unitaire  | 6,52 €  | 6,63 €      |
|   | restitutions des données   | 1 442,04 €  | 1 467,99 €  |
| Aide à l'achat de<br>véhicules propres  | dossiers instruits (règlement octobre 2021)  |   | 40,80 €     |
|   | dossiers instruits phase 1 (réglements antérieurs au 01/ 10/ 2021)                               | 31,46 €   | -           |
|   | dossiers instruits phase 2 (réglements antérieurs au 01/ 10/ 2021)                               | 17,00 €   | 17,30 €     |
|   | traitement pièces complémentaires  | 8,19 €  | 8,34 €      |
|   | paiement unitaire  | 2,25 €  | 2,29 €      |
|   | restitutions des données   | 3 154,06 €  | 3 210,83 €  |
| Aide à la<br>conversion des<br>chaudières   | dossier instruit   | 24,00 €   | 24,43 €     |
|   | traitement pièces complémentaires (par dossier)  | 11,00 €   | 11,20 €     |
| Aide<br>complémentaire<br>formation vers<br>des métiers en<br>tension   | Dossier avec 1 versement   | 2,00 €  | 2,04 €      |
|   | Dossier avec 2 versements  | 4,00 €  | 4,07 €      |
| Aide au permis<br>des jeunes en<br>insertion  | Instruction du dossier et paiement de l'acompte  | 38,00 €   | 38,68 €     |
|   | Instruction et paiement du solde   | 18,00 €   | 18,32 €     |
|   | Traitement de pièces complémentaires (par dossier)   | 8,00 €  | 8,14 €      |
| Aide<br>exceptionnelle à la<br>relance des<br>commerces   | dossiers payé  | 11,00 €   | 11,20 €     |
| Aide à la relance<br>des cafés et<br>restaurants  | dossiers payé  | 11,00 €   | 11,20 €     |
| Aide régionale à<br>l'apprentissage   | dossiers payé  | 16,00 €   | 16,29 €     |
| REMU  | Traitement d'un dossier de rémunération et /ou droits annexes pour un stagiaire classique        | 14,90 €   | 15,17 €     |
|   | Traitement d'un dossier de rémunération et /ou droits annexes pour un stagiaire catégorisé RQTH  | 39,11 €   | 39,82 €     |
|   | Traitement d'un dossier de rémunération et /ou droits annexes pour un stagiaire catégorisé PPSMJ | 6,31 €  | 6,43 €      |
|   | Traitement d'un dossier de protection sociale  | 6,21 €  | 6,32 €      |
|   | Traitement d'un paiement de rémunération et /ou droits annexes ou protection sociale             | 3,38 €  | 3,45 €      |
| Aide<br>exceptionnelle  | Forfait de mise en œuvre et de pilotage  |   | 4 000,00 €  |
|   | Forfait de mise en œuvre courrier de la Présidente   |   | 2 000,00 €  |
|   | par prime versée   |   | 2,50 €      |

## **Annexe 2 :**

### **ANNEXE X : DISPOSITIONS RELATIVES AUX DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Les données à caractère personnel sont les données définies dans l'article 4 du Règlement (UE) 2016-679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE. Ce document décrit les traitements qui sont concernés par la présente convention ainsi que les droits et obligations de chacune des parties relativement à ces derniers.

La liste des traitements :

- la gestion des aides aux stagiaires bénéficiaires des programmes régionaux de formation professionnelle ;
- le versement d'aides individuelles dans le cadre des dispositifs chéquiers VAE (Validation des Acquis de l'Expérience) ;
- le versement d'aides individuelles dans le cadre des dispositifs chéquiers qualifiants et Aides Individuelles régionales vers l'Emploi – AIRE ;
- la gestion des subventions accordées aux organismes bénéficiaires des dispositifs régionaux de formation professionnelle ;
- le dispositif d'aide régionale à l'apprentissage ;
- le dispositif chèques mobilité ;
- PM'up ;
- TP'up ;
- PM'up relance,
- TP'up relance,
- l'aide aux commerces de proximité en milieu rural ;
- l'aide à l'acquisition de véhicules propres,
- Le dispositif de valorisation et optimisation de l'insertion par l'apprentissage (VOIA),
- L'aide au permis de conduire.
- **L'aide exceptionnelle**

### **Annexe 3 :**

#### **ANNEXE XI : DISPOSITIONS RELATIVES A L'AIDE EXCEPTIONNELLE**

Afin de limiter les effets de la hausse des prix lors du dernier trimestre 2021, une aide exceptionnelle a été mise en place pour aider les personnes aux revenus les plus modestes. La Région Ile-de-France est compétente en matière de politique de la formation professionnelle et de la rémunération des stagiaires. Dans ce cadre, elle prend en charge le versement de cette aide exceptionnelle au bénéfice des personnes ayant participé à une action de formation professionnelle au cours du mois d'octobre 2021 et qui ont été rémunérées à ce titre par la Région.

Le versement de cette aide est conditionné au respect des conditions fixées par la loi n° 2021-1549 du 1er décembre 2021 et de son décret d'application n° 2021-1623 du 11 décembre 2021.

Bénéficiaires :

- Avoir au moins 16 ans
- Être résidant régulièrement en France
- Avoir participé à une action de formation professionnelle en octobre 2021 et avoir été rémunéré à ce titre par la Région Ile-de-France

Modalités de versement :

- Versement unique sur le compte du bénéficiaire
- Le versement se fait directement sans demande préalable
- Si le versement n'a pas eu lieu au 28 février 2022 le bénéficiaire pourra en faire la demande auprès Conseil Régional d'Ile-de-France et ce jusqu'au 30 avril 2022 .....

Caractéristiques de l'aide :

- L'aide est incessible et insaisissable

Montant de l'aide :

- L'aide est d'un montant de 100€ par bénéficiaire ;
- Une personne ne peut toucher qu'une seule fois l'aide. Si l'aide est touchée plusieurs fois au titre notamment d'un ou de plusieurs des autres motifs listés dans le décret du 11 décembre 2021 le bénéficiaire devra. se signaler. Charge à l'Etat d'émettre un OR si nécessaire.

L'Agence de Services et de Paiement est chargée du paiement de cette aide exceptionnelle à partir de la date de signature de l'avenant n°1 à la convention entre la Région et l'ASP pour l'année 2022.

L'ASP est chargée des missions suivantes :

- Identification et exportation des données des publics éligibles
- Contrôle des données
- Suivi financier
- Suivi statistique / restitution
- Liquidation et paiement des primes aux bénéficiaires
- Gestion des avis de paiement

- Emission des ordres de recouvrer
- Traitement des réclamations

Suite à l'extraction des données du public éligible par l'ASP, la Région devra valider la liste des bénéficiaires potentiels de cette prime exceptionnelle. L'ASP s'engage ensuite à croiser cette liste avec les dispositifs pour lesquelles elle assure la gestion du versement de la prime exceptionnelle (PACEA/Service Civique).

Le traitement des données nécessaire au versement de cette aide exceptionnelle se fait dans le respect des dispositions du règlement général relatif à la protection des données personnelles ainsi que de la loi informatiques et libertés et des dispositions prévues à cet effet dans le cadre de la convention entre la Région et l'ASP pour l'année 2022.

L'aide devra être versée au plus tard le 28 février 2022. Après cette date :

- Si l'ensemble des paiements n'a pu être effectué au regard des délais contraints, l'Agence de Services et de Paiement continue les versements ;
- L'ASP traite les demandes des bénéficiaires n'ayant pas perçu l'aide.

L'ASP informe la Région au plus tard le 15 mars 2022 des paiements effectués (nombre de stagiaires concernés, montants payés) et le cas échéant des paiements restants à effectuer.

#### Appel de fonds

A la signature de l'avenant, la Région verse une avance de crédits d'intervention de 1 M € permettant d'honorer les premiers paiements aux bénéficiaires de l'aide. Un appel de fonds complémentaire sera effectué fin mars. L'ASP transmet à la Région **un fichier électronique d'appel de fonds** accompagné d'un courrier signé par l'ASP ainsi que le compte d'emploi des crédits alloués. Un tableau récapitulant les aides versées sera joint à la demande.